

Pour l'après, la carte de l'industrie

Le sujet s'est imposé comme une évidence. L'heure est à la relocalisation. La crise du Covid-19 a mis en lumière les ratés de l'administration française. Et souligne les risques liés à la sous-traitance de biens essentiels. Jetant une lumière crue sur des difficultés déjà anciennes. On n'en mesurait pas encore les conséquences. C'est fait. La France paye très cher un désintérêt pour son industrie.

La question ne date pas d'hier. Dans un rapport de 2012, Louis Gallois, ancien président d'EADS tirait déjà la sonnette d'alarme. « **L'industrie française atteint aujourd'hui un seuil critique, au-delà duquel elle est menacée de disparition** », écrivait-il.

Au début des années 2000, la France était encore le premier producteur européen de médicaments en Europe. Elle pointe à la quatrième place. L'an dernier, sur 61 autorisations de mise sur le marché par l'Agence européenne des médicaments, vingt étaient allemandes, quinze irlandaises et cinq françaises.

De façon plus générale, la part de l'industrie n'a cessé de perdre du terrain avec un recul de plus de quatre points en vingt ans. Sa part dans le PIB n'est plus que de 12,7 % contre 23 % en Allemagne. Au cours de la même période, 600 000 emplois ont disparu

dans ce domaine. Alcatel a mordu la poussière. Dans l'agroalimentaire, les leaders mondiaux que sont Danone ou Lactalis masquent mal les faiblesses de milliers de PME fragilisées par la guerre des prix que se livrent les centrales de la grande distribution. Les prix baissent pour le consommateur mais l'emploi trinque.

Une prise de conscience

Dans l'indifférence, tout un maillage industriel qui contribuait à la vie des territoires s'est effacé. Le textile s'effiloche et a vu fondre les deux tiers de ses effectifs en vingt ans. 100 000 emplois ont ainsi été rayés de la carte.

Une prise de conscience a fini par émerger. Le mouvement de baisse des charges amorcé sous François Hollande s'est poursuivi après l'élection d'Emmanuel Macron. L'accent mis sur l'apprentissage et la formation commence à porter ses fruits. L'image même de l'industrie retrouve des couleurs. Raison de plus pour ne pas renoncer. L'industrie reste une chance. À condition de la saisir. Mais aussi d'approfondir des sujets aussi importants que la fiscalité. La moyenne des impôts de production reste trois fois plus élevée que dans la zone euro.

Le coronavirus a frappé un pays

mal remis de la précédente crise de 2008. Et en retard dans la remise en ordre de ses finances publiques. Aucun budget n'a été à l'équilibre depuis la fin du septennat de Giscard d'Estaing.

Il y a pourtant des raisons d'espérer. On le voit avec la décision prise par Sanofi de regrouper la fabrication de ses principes actifs au sein d'une structure basée en Europe. Le textile a cessé sa descente en enfer et retrouvé un solde positif en termes de créations d'emplois. Le résultat d'un repositionnement sur de nouveaux secteurs : l'aéronautique, le bâtiment, la santé.

Au début du mois d'avril, les Régions ont proposé un *New Deal* industriel et environnemental. Les deux sujets sont indissociables et non contradictoires y compris dans l'aéronautique, l'automobile ou la navale.

La France dispose encore de secteurs sur lesquels elle peut s'appuyer pour rebondir. Comme toute crise, c'est à la fois un risque et une chance. Une question de volonté politique. Car en s'appuyant sur l'intelligence artificielle, le numérique, l'économie française peut aussi se réinventer.

(*) Journaliste économique à la rédaction *Ouest-France* de Paris.